

## MARDI 22 DECEMBRE 2015

*"En route vers la dépression économique finale."*

- = Est-ce la fin du pétrole ? Oui pour nous, non pour... p.2
- = Le solstice d'hiver annonce-t-il la chute de l'ordre financier mondial ? p.2
- = Greenspan nous met en garde contre l'évènement de marché à venir p.7
- = Egon von Greyerz : une crise du crédit pourrait se déclarer durant le T1 2016 p.9
- = -70% sur le Pétrole, quid de la suite ? p.12
- = L'offre qu'on ne peut refuser... (Patrick Reymond) p.13
- = Triste Noël pour les marchés boursiers ? (Bill Bonner) p.15
- = La Fed, les taux, les marchés et l'impérialisme américain : une nouvelle ère ? (S. Wapler) p.17
- = Les métaux précieux sont négligés... à tort ! p.21
- = 2016 : Le Mur de Berlin va-t-il tomber à nouveau ? (Charles Gave) p.24
- = 2006-2016 : Le temps s'est tristement enfui. (Bruno Colmant) p.27
- = Une vague histoire de fourmi et de cigale (Bruno Colmant) p.28
- = Politique monétaire : la divergence s'installe (Bruno Colmant) p.29
- = La crise p.32
- = La grande dévalorisation p.34
- = Les dominos européens (Marc Fiorentino) p.35
- = Toshiba dégradé en catégorie spéculative par Moody's après les restructurations p.38
- = La Surpopulation, absente des résultats de la COP21 p.40
- = Noël : la Terre est un don, un don n'est pas à vendre p.41



*Balbuzard pêcheur Photo: J-P L. 2014*

## Est-ce la fin du pétrole ? Oui pour nous, non pour...

Biosphere 20 décembre 2015

**Manoelle Lepoutre :** *"Si on regarde en tant que géologue les ressources, bien sûr elles sont finies. La planète a une dimension finie et personne ne peut le contredire. Par contre, les volumes en place sont gigantesques. Donc, toute la question c'est de savoir à quel rythme [mais surtout avec quel rendement? Voir article d'hier sur "l'énergie nette"] on sera capable, ou on pourra mettre ces hydrocarbures en production ou pas".*

**Philippe Manière :** *"Ce qu'on ne sait pas, c'est quelle part des ressources on a trouvé. Premier point. Il est possible qu'on en trouve d'autres. Je me souviens qu'on parlait déjà d'un peak oil imminent, dans les 10, 15, 20 ans et puis on a retrouvé des tas de ressources pétrolières car tout simplement la technique a évolué : qui aurait imaginé dans les années 80 qu'on irait chercher du pétrole à des dizaines de milliers de mètres sous les mers ?... Ensuite il y a la question du prix. Pour aller chercher du pétrole dans ces conditions là... c'est du pétrole (je ne suis pas un spécialiste) qui est à 80, 150, 200 \$. Mais si la planète veut du pétrole, à ce prix là, elle peut probablement en avoir pendant assez longtemps"*

**Matthieu Auzanneau** leur répond : *"On aura probablement une limite des capacités mondiales d'extraction du pétrole à un horizon situé autour de 2020. 2030 étant l'hypothèse la plus optimiste... Nous autres Européens on devrait être délibérément pessimistes par rapport à cette question là, puisque on a sous les yeux le cas d'école d'un déclin irréversible... (les réserves pétrolières de) la mer du Nord"\**

Nous, sur ce blog, nous ajoutons que le débat sur les réserves potentielles ou prouvées est devenu un vieux truc dépassé. En effet nous savons que pour enrayer le réchauffement climatique, il faudrait laisser sous terre 80 % des réserves prouvées de combustibles fossiles. Les politiques auraient donc du programmer la fin du pétrole lors de la COP21... ils n'ont jamais abordé le problème. L'économie et la politique se foutent complètement des limites biophysiques de la planète. C'est notre aveuglement qui devrait être le principal objet du débat actuel !

\* <http://www.politiques-energetiques.com/petrole-peut-vivre-sans>

## Le solstice d'hiver annonce-t-il la chute de l'ordre (?) financier mondial ?

Par Valentin Katasonov , Le 17 décembre 2015 , Source [strategic-culture](#) Le Saker Francophone

Le monde est entré dans une phase chaotique. Selon des allégations récentes, les

États-Unis auraient commencé à créer un chaos gérable à l'échelle mondiale. Mais les événements au Moyen-Orient ont dissipé l'illusion que l'instigateur de ce chaos soit capable de le gérer. Et ce chaos ingérable peut très bientôt submerger le monde de la finance internationale. Les États-Unis sont de nouveau coupables d'avoir inauguré un chaos financier ingérable, et la dette de \$3 Mds de l'Ukraine à la Russie servira à provoquer l'avalanche.

Ce n'est pas une coïncidence si la mayonnaise monte au sujet de cette dette. Washington exploite délibérément celle-ci pour tenter d'infliger des dégâts à la Russie. La destruction finale de l'ordre financier mondial, établi lors de la conférence internationale de Bretton Woods en 1944, pourrait être une conséquence de la politique anti-russe.

Les États-Unis ont conçu le système monétaire de Bretton Woods, puis lui ont causé un grave dommage initial durant les années 1970 lorsque Washington a refusé l'échange de dollars en or. L'or a été démonétisé, le monde a basculé vers la monnaie de papier, et les taux de change fixes ont disparu. Les marchés financiers, ainsi que la spéculation financière, ont commencé à se développer à un rythme effréné, ce qui réduit de façon significative la stabilité de l'économie mondiale et de la finance internationale. Le chaos financier était déjà amorcé, mais à l'époque il était encore à un niveau gérable. Le Fonds monétaire international, qui a été créé en décembre 1945, est resté l'outil de gestion de la finance internationale.

Pourtant, aujourd'hui, nous sommes témoins de la destruction du FMI, qui menace d'augmenter l'instabilité de la finance mondiale. Le rôle du FMI dans le maintien d'un ordre financier relatif dans le monde ne consiste pas seulement en l'octroi de prêts et de crédits à des pays spécifiques, mais aussi dans le fait qu'il agit comme l'autorité finale qui écrit les règles du jeu pour les marchés financiers mondiaux. Après que les États-Unis – principal actionnaire du FMI avec environ 17% des votes au sein – ont embarqué ce dernier dans l'imbroglio ukrainien, cette institution financière internationale a été contrainte de violer ses propres règles, qu'elle avait développées et perfectionnées depuis des décennies. Les décisions récentes du Fonds ont créé un précédent pour un jeu sans règles, et il est presque impossible de calculer les conséquences pour la finance internationale



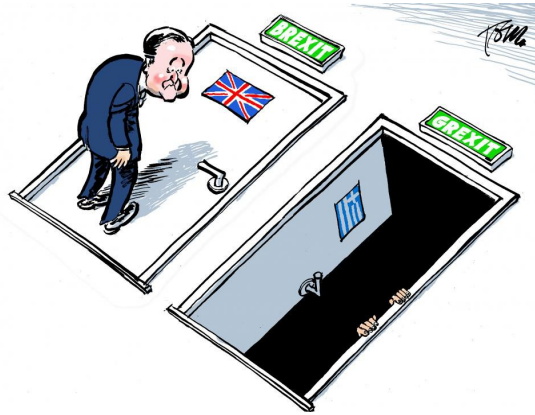
La décision la plus récente de ce type a été [annoncée](#) le 8 décembre. Elle a été programmée pour coïncider avec la date d'échéance de la dette ukrainienne de \$3 Mds à la Russie. Le 20 décembre Washington continue d'exhorter le gouvernement ukrainien à ne pas rembourser sa dette russe. Mais si Kiev ne parvient pas à rembourser ce qu'il doit, cela conduira presque automatiquement à un défaut souverain, et donc le FMI, en conformité avec les règles qui ont été mises en place depuis sa création, n'aura plus le droit de faire des prêts à l'Ukraine. Afin qu'il puisse continuer à accorder des prêt à l'Ukraine – un accord de prêt de \$17,5 Mds avait été signé en avril 2015 – Washington a ordonné au FMI de réécrire ses règles, de sorte que, même si Kiev fait défaut sur ce qu'elle doit à Moscou, le FMI pourra encore lui prêter de l'argent. Le Fonds – toujours soumis – a obéi à cette demande en apparence irréalisable.

Aleksei Mozhin, le directeur du FMI pour la Fédération de Russie, a dit que le 8 décembre, le Conseil exécutif du Fonds a approuvé la réforme permettant d'accorder des prêts à un débiteur, même dans le cas d'un défaut sur sa dette souveraine. Tout le monde sait parfaitement que le Fonds a pris une telle décision révolutionnaire uniquement dans le but de soutenir le régime moribond de Kiev et pour embarrasser la Russie. Parlant aux journalistes, le ministre russe des Finances Anton Silouanov a [déclaré](#): «La décision de changer les règles apparaît hâtive et partielle. Cela a été fait uniquement pour nuire à la Russie et légitimer la possibilité de Kiev de ne pas payer ses dettes.»

Il y a eu quelques décisions d'une nature aussi radicale dans l'histoire du FMI. Par exemple, en 1989, le Fonds a gagné le droit de faire des prêts à des pays, même si les bénéficiaires de ces fonds avaient encore des dettes impayées aux banques commerciales étrangères. Et en 1998, le Fonds a été autorisé à prêter aux pays ayant des dettes impayées sur leurs obligations souveraines détenues par des investisseurs privés. Toutefois, le remboursement des dettes aux créanciers souverains a toujours été un devoir sacré pour les clients du FMI. Les créanciers souverains sont les sauveurs de dernier recours, qui viennent en aide à des États refoulés par les prêteurs et les investisseurs privés.

Selon les règles du FMI, les engagements d'un État envers un créancier souverain (c'est-à-dire un autre État) sont tout aussi sacrés que les engagement envers le Fonds lui-même. C'est, peut-on dire, une pierre angulaire de la finance internationale. Et ici, nous voyons comment, lors d'une réunion ordinaire du Conseil d'administration du FMI, cette pierre angulaire a été précipitamment retirée de l'édifice de la finance internationale. Le ministre russe des Finances Anton Silouanov a [attiré](#) une attention particulière sur cet aspect de la décision du Conseil d'administration : «Les règles de financement des programmes du Fonds

existent depuis des décennies et n'ont pas changé. Les créanciers souverains ont toujours eu la priorité sur les créanciers privés. Les règles ont souligné le rôle particulier des créanciers officiels, ce qui est particulièrement important en temps de crise, lorsque les prêteurs commerciaux se détournent des pays, les privant de l'accès aux ressources.»



La posture de soumission du Fonds et l'audace de son actionnaire principal, les États-Unis, apparaissent dans la façon dont la décision a été rapidement avalisée le 8 décembre, alors que, depuis cinq ans, Washington bloquait des réformes capitales pour réexaminer les quotes-parts des États membres et doubler le capital du Fonds. Selon Siluanov, étant donné la décision du Conseil d'administration du FMI, «l'absence de volonté de l'Amérique d'aborder la question de la ratification de l'accord de reconstitution du capital du FMI apparaît particulièrement grave, surtout lorsque que ce capital serait très utile pour résoudre les problèmes de la dette de l'Ukraine.»

Le 10 décembre, un rapport de 34 pages a été [publié](#) contenant les détails de la réforme qui avait été approuvée par le Conseil d'administration du FMI le 8 décembre. Selon ce document, certains de ces changements s'appliquent à la dette des créanciers souverains qui ne sont pas couverts par les accords du [Club de Paris](#). Cependant, un pays débiteur doit répondre à un certain nombre de conditions afin de maintenir son accès aux fonds du FMI, y compris les «efforts de bonne foi» pour restructurer sa dette.

La référence aux «efforts de bonne foi» soulève un point très intéressant. Jusqu'à présent, Kiev n'a fait aucun effort dans ce sens en tant qu'état débiteur. Les déclarations du Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk ne comptent pas. Ce ne sont pas des tentatives d'«efforts de bonne foi» mais plutôt des ultimatums à la Russie, un créancier souverain : en d'autres termes, vous aurez à vous joindre aux pourparlers de restructuration que nous tenons avec nos créanciers privés, ou bien nous ne payerons rien du tout [mettant ainsi un État souverain sur le même plan qu'un créancier privé, NdT]. Il est aussi typique que ces déclarations ne sont

même pas présentées par les voies officielles, mais ont été émises verbalement à la télévision. J'ai trouvé une déclaration de Iatseniouk particulièrement émouvante, quand il a affirmé qu'il n'avait reçu aucune proposition formelle de Moscou concernant la dette de l'Ukraine.

C'est quelque chose de nouveau dans les relations intergouvernementales en général et dans les relations monétaires et le crédit international en particulier. Presque depuis la naissance du FMI, une règle a existé (et existe encore), selon laquelle : a) toute initiative visant à modifier les conditions initiales d'un prêt doit venir du débiteur, pas du créancier ; et b) que l'initiative de la demande soit faite par écrit et transmise au créancier par des canaux officiels.

Si M. Iatseniouk ignore ces règles, peut-être les fonctionnaires du FMI pourraient-ils les lui expliquer. Cependant, rien de tout cela n'a été fait.

Revenons à la décision du 8 décembre. Que Kiev le veuille ou pas, si elle veut continuer à obtenir du crédit par le biais du FMI, l'Ukraine doit au moins faire preuve d'une tentative de négocier avec Moscou, son créancier. Il lui faut fournir les preuves d'«un effort de bonne foi», pour ainsi dire. Et en quoi consiste cette preuve ? Il doit y avoir au moins trois étapes : a) une demande officielle pour entamer des pourparlers et examiner les modalités de l'emprunt doit être rédigée et envoyée au créancier ; b) le débiteur doit recevoir une réponse officielle du prêteur ; et c) si le créancier accepte, des négociations doivent être tenues pour modifier les modalités.

Bien sûr, les négociations de Kiev avec ses créanciers privés concernant la restructuration de sa dette ont commencé presque immédiatement après le dernier accord de prêt du FMI, ils ont d'abord duré de mars 2015 à fin août 2015, et se sont ensuite prolongés jusqu'en octobre, ce qui signifie que la dette sur la restructuration a traîné pendant six mois.

Il ne faut pas oublier que la date limite pour rembourser la dette à la Russie, le 20 décembre, tombe un dimanche. Kiev a très peu de temps pour engager «un effort de bonne foi» et même, dans le meilleur des cas, pour gérer plus de deux des trois mesures que je viens d'énumérer. Il n'y a pas de temps pour la troisième et la plus importante étape, les négociations.

Il sera très intéressant d'entendre ce que le FMI aura à dire le lundi 21 décembre. Où trouvera-t-il la preuve des «efforts de bonne foi» de Kiev ? Ou bien attendra-t-il les ordres de son actionnaire principal ? Bien que le principal actionnaire ne soit pas réputé pour sa finesse mentale, il compense sa stupidité par des crises de nerfs.



Merkel infirmière à l'hôpital de L'UE:  
GRECE – Ferme la, vieille feignasse !  
UKRAINE – Oh mon pauvre petit !

Le 21 décembre promet d'être la journée la plus honteuse dans l'histoire du FMI, qui pourrait être suivie par la mort de cette institution financière internationale. Malheureusement, le FMI serait encore capable de faire sauter le système financier mondial avant sa propre mort, en utilisant la dette de l'Ukraine à la Russie comme détonateur. Bien sûr, Washington est le seul maître du jeu – le Fonds est simplement un jouet dans ses mains. Mais pourquoi Washington veut-il que cela se produise ? Strictement parlant, il n'y a même pas de Washington officiel qui veuille quoi que ce soit, mais les maîtres de l'argent (les principaux actionnaires de la Réserve fédérale), et chaque fonctionnaire de la Maison Blanche, du Trésor américain et d'autres agences gouvernementales américaines émarge sur la fiche de paie. Les maîtres de l'argent ont été contraints de se battre contre l'affaiblissement du dollar en utilisant des outils éprouvés – la création du chaos à l'extérieur des frontières de l'Amérique. N'importe quelle sorte de chaos fait l'affaire – politique, militaire, économique ou financier.

\* \* \*

Après la décision par le Conseil d'administration du FMI le 8 décembre 2015, qui a été prise dans le but de soutenir le régime en faillite de Kiev et de nuire à la Russie, certains experts financiers ont prudemment exprimé leur opinion selon laquelle il n'y aura bientôt plus de raison pour la Russie de rester au sein du FMI. Je ne peux que souscrire à leur position, bien que le retrait de la Russie du FMI serait une condition nécessaire mais pas suffisante pour renforcer l'État russe. La Russie doit encore créer une défense fiable contre le chaos financier mondial, qui, après le 21 décembre, deviendra rapidement ingérable.

*Valentin Katasonov*

*Traduit et édité par jj, relu par Diane pour le Saker Francophone*

# Greenspan nous met en garde contre l'évènement de marché à venir

**SHTF**

Mac Slavo  
ShtfPlan

Publié le 22 décembre 2015  
Publié par: [www.24hgold.com/](http://www.24hgold.com/)

La Réserve fédérale ayant imprimé des trillions et des trillions de dollars pour empêcher le système de s'effondrer, de nombreux investisseurs et experts financiers ont présumé que les problèmes économiques auxquels ont fait face les Etats-Unis pendant la crise de 2008 ont été résolus. Les actions ont après tout atteint des records historiques.

Mais les insiders savent que ce n'est pas vrai. Et s'il y a une seule personne sur Terre qui comprenne vraiment les politiques monétaires américaines et ses effets de long terme sur les affaires globales et domestiques, c'est bien l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. En tant qu'ancien directeur de la plus grosse banque centrale du monde, il a pu entendre les conversations et pu voir les machinations qui nous en entraînés jusqu'où nous en sommes aujourd'hui.

Greenspan a récemment rejoint l'analyste des ressources Brien Lundin à l'occasion de la *New Orleans Investment Conference*, afin de partager certaines de ses pensées. Selon Lundin, l'ancien gouverneur de la Fed est certain que la banque centrale fait face à un sérieux problème, qui aura des ramifications importantes dans le futur.

Je lui ai demandé où il pensait que l'or se trouverait dans cinq ans. Et il m'a répondu : « Marginalement plus haut ».

A l'occasion d'une conversation privée, je lui ai posé des questions quant à la dette. Le niveau d'endettement des Etats-Unis est aujourd'hui si élevé qu'il devra y avoir une dépréciation monétaire. Il m'a expliqué que l'ère de quantitative easing et de taux d'intérêt à zéro pourcent établie par la Fed ne pourra pas prendre fin sans que survienne un important évènement de marché. Je veux dire par là un effondrement du marché boursier ou une récession prolongée, qui donnera lieu à une nouvelle vague de reflation monétaire par la Fed.

Selon Greenspan, nous ne pourrons nous extirper de l'ère de création monétaire sans subir de répercussions – sévères – dont l'or pourra bénéficier.

*Visionnez l'entretien intégral ici :*





<https://youtu.be/uExEdyQWftw>

Si nous faisons réellement face à un évènement de marché majeur, comme le pense Alan Greenspan, alors la préservation de capital devrait être la priorité de tous ceux qui chercheraient à établir une stratégie de préparation. Greenspan lui-même, bien qu'ironiquement, a été un avocat de l'or et un défenseur d'une monnaie saine avant sa nomination au poste de gouverneur de la Fed. Et bien qu'il n'ait que rarement abordé le sujet pendant son mandat, il ne cache désormais plus qu'il pense voir le prix de l'or bien plus haut ces quelques prochaines années.

Sa déclaration est très certainement basée sur le dollar qui, comme le note Lundin, devra un jour traverser une dévaluation.

La fin finira bien par arriver. L'indice du dollar a pris des allures paraboliques ces derniers mois. Et comme sur tous les autres marchés à sens unique, une telle accélération finit par prendre fin. Et pour ce qui concerne le dollar, cette fin risque d'être brutale.

Et si l'or venait à grimper en conséquence, il en irait de même des autres actifs des secteurs minier et énergétique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les actifs nécessaires à notre système auront toujours de la valeur. C'est particulièrement vrai dans le cas d'un effondrement du dollar. L'uranium, par exemple, est utilisé pour alimenter une maison américaine sur cinq en énergie. Il restera donc une ressource nécessaire, peu importe ce que fait le dollar. Amir Adnani, PDG d'[Uranium Energy Corp](#), a lui aussi récemment déclaré s'attendre à une « reprise » du prix de l'uranium et de celui d'autres ressources telles que l'or.

La même chose peut être dite du pétrole et des ressources agricoles.

Ils auront toujours de la valeur, que le dollar soit fort ou qu'il s'effondre sous son propre poids.

C'est la raison pour laquelle les actifs physiques sont essentiels à la préservation de capital face à la destruction potentielle de notre devise. Pour certains, cela signifie accumuler de la nourriture et du matériel en prévision de l'évènement de marché prédit par Greenspan. Pour d'autres, qui possèdent peut-être aujourd'hui des actions, des bons du Trésor ou du liquide, la diversification de portefeuille au travers de sociétés de production de ressources ne pourra qu'améliorer la préservation de capital en période de volatilité des devises.

L'homme qui est principalement responsable des politiques monétaires domestiques sous quatre présidents américains a désormais annoncé qu'un évènement de marché aura lieu qui forcera la Fed hors de ses programmes de QE et de taux d'intérêt à zéro pourcent.

Y êtes-vous préparé ?

## **Egon von Greyerz : une crise du crédit pourrait se déclarer durant le T1 2016**

Publié par : [or-argent.eu](http://or-argent.eu) déc 21, 2015



**Interview d'Egon von Greyerz, publiée le 20 décembre 2015 par [KWN](#) :**

« Comme attendu, la Fed a provoqué un fameux désordre avec sa politique monétaire. Afin de sauver la face, elle n'a pas eu d'autre choix que de relever son taux directeur. Si elle ne l'avait pas fait, elle aurait perdu toute crédibilité auprès des marchés et cela aurait entraîné un vent de panique mondial.

Même si cette décision n'était pas appropriée, la Fed n'a pas eu d'autre choix que de la prendre. Mais comme je l'avais suspecté, on a assisté à un mouvement de type « acheter sur la rumeur, vendre une fois la nouvelle annoncée » alors que le Dow a perdu 620 points durant les 2 dernières séances. Rappelez-vous que 99 % des participants aux marchés s'attendaient à cette hausse.

La Fed est bien entendue en retard de 2 guerres. Elle aurait dû s'attaquer à la croissance du crédit et aux bulles il y a bien longtemps. Mais comme d'habitude, elle a réagi trop tard en gardant les taux à zéro pendant 7 ans, alimentant ainsi d'énormes bulles sur les marchés actions, dans l'immobilier et sur les marchés obligataires.

### **La situation économique se détériore rapidement**

La Fed vient de relever son taux directeur alors que les banques centrales du monde entier augmentent leurs injections monétaires ou prennent d'autres mesures sans précédent, comme la BCE qui a plongé ses taux en territoire toujours plus négatif. Ce relèvement n'a donc aucun sens et ne fait que confirmer que la Fed ne suit aucune ligne de conduite. De plus, la Fed semble ne pas voir que la situation économique se détériore rapidement aussi bien aux États-Unis qu'à travers le monde.

Le taux de chômage américain à 5 % est complètement déconnecté de la réalité. 94 millions de personnes en mesure de travailler ne font pas partie de la population active ; une bonne partie de ces gens ont simplement perdu tout espoir de trouver un travail. Nous savons que le taux de chômage réel est supérieur à 20 % et que l'emploi augmente uniquement grâce aux temps partiels et aux embauches chez les plus de 55 ans et dans le secteur des services. L'emploi chez les moins de 55 ans et dans la production ne cesse de baisser.

Les ventes de détail souffrent, les chiffres d'affaires et bénéfices des entreprises déclinent. Le danger le plus concret qui plane sur les États-Unis se trouve cependant du côté des bulles qui commencent à éclater. Quelques fonds de placement spécialisés dans les obligations ont déjà interdit tout retrait de leurs clients ; on pourrait assister à une véritable ruée pour quitter le navire.

La semaine dernière, les retraits des fonds d'investissement ont grimpé à plus de 13 milliards de dollars aux États-Unis. De ce total, 5,3 milliards provenaient des obligations pourries, le plus gros retrait depuis 12 mois, tandis que les retraits sur les obligations à cote de solvabilité élevée se sont élevés à 3,3 milliards de dollars, soit les plus importants depuis 2 ans.

### **L'allumage de la mèche de la prochaine crise a eu lieu**

Les fonds d'investissement basés sur les marchés émergeant et les crédits bancaires ont également connu de gros retraits. Ce n'est que le début. Les obligations pourries fournissent un rendement de 17 % maintenant, nous nous dirigeons tout droit vers la prochaine crise des subprimes. Les crédits dans le

secteur de l'énergie, les crédits auto et étudiants s'effondreront tous, générant ainsi la panique sur les marchés de la dette.

Yellen en est consciente. Elle a déclaré durant la session de questions-réponses suivant la réunion de la Fed que des taux plus élevés ont l'avantage de lui fournir une plus grande marge de manœuvre si une baisse s'avérait nécessaire. Elle a également mentionné que la Fed étudie l'expérience européenne des taux négatifs. Il s'agit d'une indication claire que la Fed est consciente que cela pourrait bientôt arriver aux États-Unis.

Je serais surpris si on passait le T1 2016 sans de gros problèmes sur les marchés du crédit. Ils prépareront le terrain de la prochaine crise bancaire qui sera bien plus grave que celle de 2007-2009.

### **Crash boursier, destruction de la richesse et hyperinflation**

Simultanément, nous assisterons à la fin du marché haussier séculaire des actions. La configuration à long terme de type « mégaphone » du marché boursier américain mènera sur un crash des actions et à une destruction massive de la richesse dans les années à venir. La Fed devra baisser ses taux, probablement les faire entrer en territoire négatif. Simultanément, elle devrait enclencher le début du QE le plus important de l'histoire. Ce qui devrait accélérer la liquidation de la dette et pousser les taux à long terme à plus de 10 %. Suite à l'effondrement du dollar, les États-Unis connaîtront l'hyperinflation dans les années à venir.

La situation est aussi catastrophique à travers le monde avec les prix des matières premières qui s'effondrent et le commerce mondial qui se détériore rapidement. Le Baltic Dry vient d'atteindre un nouveau plus bas, les marchés émergents connaissent quant à eux des tas de soucis.

Il est impossible de prédire le timing exact de ces événements. Ils pourraient prendre du temps à se déclarer, ou arriver subitement. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le risque n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire. C'est pourquoi les investisseurs ne doivent pas s'enfoncer dans la complaisance en croyant que les banques centrales et la création monétaire résoudront tous les problèmes. (...) »

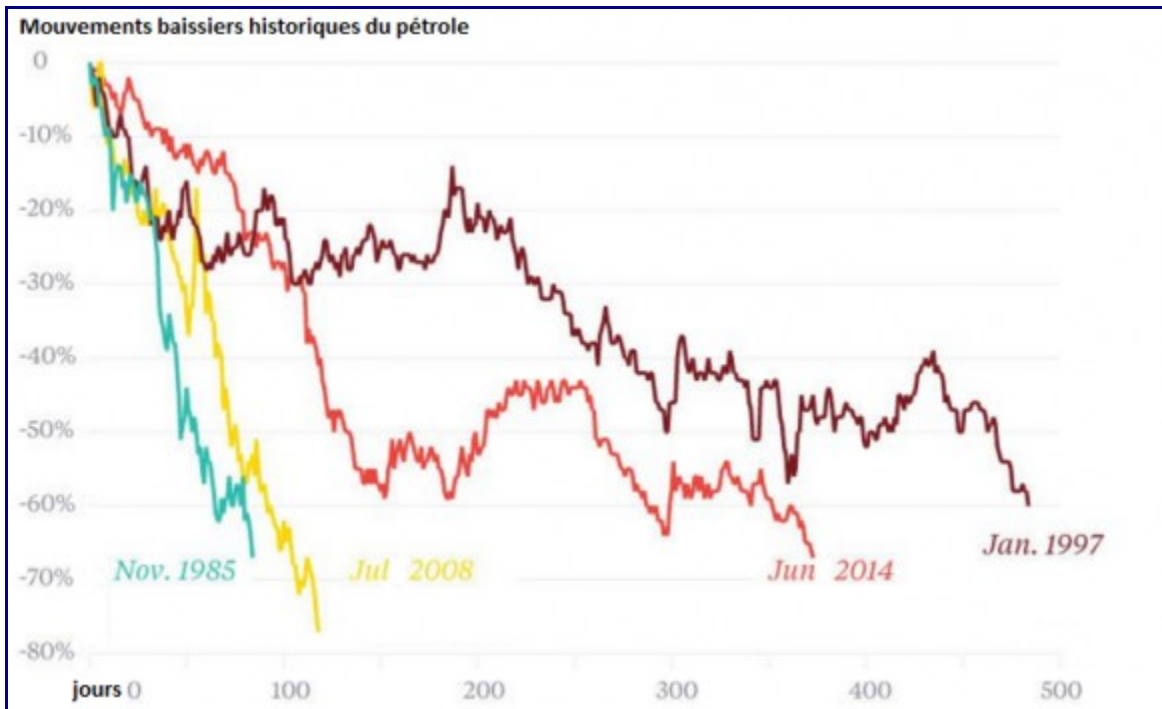
## **[-70% sur le Pétrole, quid de la suite ?](#)**

décembre 22, 2015/ dans [Articles des éconoclastes](#)/par [Nicolas Chéron](#)

Depuis juin 2014 les cours de l'or noir n'ont cessé de chuter sur fond d'offre surabondante, de ralentissement économique mondial, du retour de l'Iran sur le

marché, etc. A l'heure actuelle le baril de WTI a vu son cours fondre de près de 70%, est-ce du jamais vu ou une éventuelle opportunité historique à mettre à profit ?

Au vu du graphique ci-dessous il semblerait que la situation actuelle soit une répétition de ce qu'il s'était déjà passé lors des 30 dernières années à plusieurs reprises.



source : AIE, agence internationale de l'énergie

Voici ce qui s'est passé à chaque fois qu'un point bas a été marqué dans le passé, les cours ont :

- revu les plus hauts historiques dans tous les cas sauf 2008
- pris de 30 à 100% lors des deux années qui ont suivi les points bas
- repris jusqu'à 200% par rapport aux plus bas passant de 35 à 115 de 2008 à 2014

Enfin, la chute actuelle ressemble fortement aux précédentes, notamment celle de 1997

Autrement dit, nous sommes dans un mouvement « habituel » des cours de l'or noir, historiquement volatils, évoluant autour de 70 USD sur les 10 dernières années mais plutôt autour de 25 USD les 20 précédentes.

### Questions fréquentes :

La chute est-elle terminée ? Apparemment pas.

Quand le sera-t-elle ? Nous le verrons clairement sur les graphiques.

Les cours peuvent-ils aller à 20 USD ? Oui, possiblement.

Faut-il acheter avant ou après le point bas marqué ? Tout dépend de votre stratégie d'investissement.

Quel risque important subsiste sur le pétrole ? Que les cours latéralisent pendant 3 ans. (latéraliser signifie rester en range, dans un canal horizontal).



Graphiquement, les cours sont baissiers et rien ne nous permet d'anticiper un point bas pour le moment. Seules des réactions peuvent être naturellement attendues lorsque l'on s'approche d'un seuil historique. En regardant ce graphique nous nous rendons mieux compte du caractère exceptionnel de la dernière décennie et du fait que les cours ont encore de la marge à la baisse. Dans cette unité de temps mensuelle, les seuils clés se situent autour de 34, 25, 17 et 10 USD.

Nombreux sont ceux qui vont essayer de trouver le point bas en 2016, ce qui ne va pas être chose facile et beaucoup devront accepter des pertes comme cette année. Ne vaudrait-il mieux pas tout simplement faire preuve de patience ?

Bonnes fêtes à tous.

## [L'offre qu'on ne peut refuser...](#)

**Patrick Reymond 22 décembre 2015**

Le marché électrique, et d'une manière générale, de l'énergie, va considérablement évoluer. Si du moins, la crise d'effondrement ne s'avère pas fatale.

En même temps, ces nouvelles vont dans le sens de la crise.

Schneider, après Tesla, va se lancer dans la batterie électrique. Si la Tesla coûte relativement chère, la Schneider, avec beaucoup moins d'ambitions et pas sur le même marché, va en réalité beaucoup plus loin dans la remise en cause du système.

Explications. Tesla est adapté au marché nord américain, et à la taille du continent, qui, dès le XIX<sup>e</sup> siècle inventait le concept de maison passive. Perdue dans son immensité, la ressource uniquement locale, apparaissait comme inévitable.

C'est ce que veut faire Tesla, avec sa batterie à 3000-3500 \$ plus l'installation solaire ou éolienne, ce qui revient finalement beaucoup plus chère, mais comme on est en Amérique, on s'endettera. et le coût des lignes est gargantuesque.

Schneider est dans une [optique européenne](#), avec des contraintes d'espaces moins importantes et une société d'ordres plus établie.

Il a donc pensé à une batterie à 1 000 \$, et on admire que le prix soit en dollars... Mais bref. Cette batterie relais, qui pourrait stocker 4 à 5 heures "seulement" d'électricité, se marierait parfaitement au renouvelable, mais pas seulement. Il se marierait parfaitement aussi à la production actuelle, avec des effets notables.

L'hyper pointe et la pointe disparaîtraient ou seraient très amoindries, ce qui permettrait de déclasser les centrales, y compris nucléaires, à la pelle, et les centrales thermiques, par dizaines. Sans compter le soulagement d'un réseau qui passerait vite d'un stade de saturation à un stade de sur-dimensionnement.

On comprend mieux, pourquoi, les grandes compagnies énergétiques se pincent le nez devant les énergies fossiles et le nucléaire. Il risque d'y avoir beaucoup de ménage à faire, et le coût de la batterie, même pour équiper 30 millions de logements, passerait inaperçu. 30 milliards de dollars, pour un pays comme la France, c'est donné.

Mais, cela fait partie des nouvelles qui enterrent les grandes compagnies du XX<sup>e</sup> siècle. Tels les dinosaures, elles ne sont plus adaptées, et si elles savent blablater sur les mérites du libéralisme et de la régression sociale, elle sont incapables, totalement, de s'y couler. L'adaptation, c'est bon pour les autres.

Cela correspond aussi à [l'évolution des empires](#). Ils ne savent se gérer que de manière croissante. Quand la ressource se raréfie, ils perdent le contrôle. Les armées se réduisent, mais, comme Napoléon ou Hitler, on continue à appeler "Armée", ou "divisions", des groupes de combats très réduits, de plus en plus réduits, qu'ils en deviennent diaphanes.

## **Triste Noël pour les marchés boursiers ?**

Rédigé le 22 décembre 2015 par Bill Bonner | La Chronique Agora

- On dirait que les investisseurs n'auront pas grand'chose dans leurs souliers cette

année. Mercredi dernier, la Fed a augmenté les taux d'intérêt — comme attendu — dans des proportions symboliques.

D'abord, il y a eu un petit rally des actions. Mais depuis, le Dow recule.

Les volumes seront limités, cette semaine, avec l'approche de Noël — les investisseurs se transformant de M. Scrooge en joyeux fêtards.

Et hier, le marché japonais a subi une grosse baisse — un mauvais début à ce qui pourrait être une mauvaise journée... une mauvaise semaine... et une mauvaise année.

#### ▪ **Pâli, fatigué et en lambeaux**

Les investisseurs observant ce qui s'est passé jeudi et vendredi pourraient penser assister à une tendance. Ils pourraient décider de passer les vacances "sains et saufs" — sur le banc de touche.

La chute des prix pourrait créer une panique... Qui sait ?

Nous hisserions notre pavillon d'"Alerte au Krach". Mais le vieux drapeau est en lambeaux. Nous avons pris pitié de lui et l'avons mis à la retraite.

Chaque fois que nous avons pensé qu'une panique pourrait avoir lieu, nous l'avons sorti et l'avons hissé. Chaque fois, il est resté suspendu... voletant au vent... avertissant les investisseurs. Et chaque fois... il n'y a pas eu de krach donnant un sens à son existence.

Pâli... fatigué... en lambeaux, le pauvre drapeau est au repos — peut-être au moment même où nous en avons le plus besoin !

Le sommet a-t-il été atteint ou non... nous n'en savons rien. Mais ça ne peut que se produire un jour. Et si non maintenant... alors quand ?

Il se passe tant de choses dans le monde qui restent un mystère total — y compris la magie de la saison des fêtes — que nous hésitons beaucoup avant de faire quelque prédiction que ce soit, sans parler d'une prédiction boursière.

Ceci dit, les investisseurs feraient probablement mieux de se persuader que le sommet est dépassé... même si ça se révèle faux. Il ne peut guère rester de vie



dans un marché haussier aussi âgé... aussi cher... et dans les dernières étapes du cycle de crédit.

### ▪ **Un monde anormal**

Si la Fed pouvait contrôler les marchés boursiers, les investisseurs n'auraient à s'inquiéter de rien. Sauf qu'elle ne le peut pas. Elle peut trafiquer le prix du crédit... mais elle n'a aucun moyen de forcer les gens à emprunter.

Tout ce qu'elle peut faire, c'est utiliser ses gros sabots — comme le QE et les taux zéro — pour tenter d'influencer les marchés et "réparer" les pannes. Ces politiques créent des distorsions qui mènent invariablement à de nouveaux problèmes.

Le gros souci, à présent, c'est qu'on trouve trop de gens dans trop de situations dépendant d'une quantité croissante d'argent facile de la Fed.

La Fed affirme qu'elle souhaite ramener les taux d'intérêt à des niveaux "normaux". Mais elle a créé un monde extrêmement anormal où des milliers de milliards de dollars d'actifs — actions, obligations, immobilier — ont besoin de taux d'intérêt anormalement bas pour survivre.

La Fed déclare qu'elle augmentera les taux courts progressivement, donnant à l'économie le temps de se renforcer et de s'adapter. Mais les dinosaures n'ont pas pu s'adapter à l'âge de glace ; les investissements de "l'âge du taux zéro" ne survivront probablement pas au gel de taux plus élevés.

Il ne serait pas totalement incongru, de la part des investisseurs, de regarder à l'horizon... de voir les nuages d'orage se former... et de décider de sortir des actions pendant qu'il est encore temps.

### ▪ **Recul Et ensuite ?**

Ensuite, la Fed recule.

Ambrose Evans-Pritchard, dans le journal londonien The Telegraph :

*"Le cimetière de la politique mondiale est jonché de banquiers centraux qui ont augmenté les taux d'intérêt trop tôt, pour ensuite battre en retraite après avoir fait rebasculer leurs économies dans la récession ou après avoir mésestimé les puissantes forces déflationnistes dans le monde post-Lehman. La Banque centrale européenne a augmenté les taux à deux reprises en 2011 avant que l'économie ait*

*atteint sa 'vitesse d'évasion' et juste au moment où les Etats du sud s'embarquaient dans une austérité budgétaire drastique. Il en a résulté le quasi-effondrement de l'union monétaire. La Suède, le Danemark, la Corée, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Israël et le Chili, entre autres, ont tous été forcés de faire demi-tour — certains étant passés depuis en territoire négatif pour compenser les dégâts".*

A la Chronique, nous ne pensons pas que la Fed ait augmenté les taux trop tôt. Nous pensons qu'elle les a augmentés bien trop tard.

Trop de mauvaises décisions ont été prises en se basant sur des taux d'intérêt ultras-bas. Désormais, nous attendons de voir ce qui se passera ensuite.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/marches-boursiers-3/>  
Copyright © Publications Agora

## **La Fed, les taux, les marchés et l'impérialisme américain : une nouvelle ère ?**

Rédigé le 22 décembre 2015 par Simone Wapler | La quotidienne d'Agora

Voici donc Janet Yellen relevant ses taux directeurs. Le mouvement le plus planifié et attendu de l'histoire financière moderne s'est produit.

Selon moi, l'histoire financière moderne commence à la fin des accords de Bretton Woods, soit 1971.

Nous sommes à un tournant de l'histoire.

Depuis cette date, **toute monnaie n'est que dette qu'aucun actif ne garantit, si ce n'est la capacité des contribuables d'une zone monétaire à en payer les intérêts.**

Depuis cette date, les Etats-Unis payent leurs importations en exportant leur dette libellée en dollar.

Dans la première décennie de cette nouvelle ère, de 1971 à 1980, les Etats-Unis et le monde connurent une forte inflation. Les fournisseurs de pétrole eurent en effet le réflexe d'augmenter violemment leurs prix, estimant que le deal "pétrole contre

dettes en dollar" n'était pas à leur avantage. L'ordre fut rétabli lorsque Volker, le président de la Fed de l'époque, fixa les taux directeur à 20% en juin 1981. Les Etats-Unis le pouvaient car ils étaient encore peu endettés.

Depuis 1981, les taux directeurs – qui fixent le prix que payent les banques commerciales pour pouvoir créer leur monnaie (crédit) – baissent.



Depuis 1981, les bons du Trésor à 10 ans (les bons du Trésor constituent les réserves monétaires des fournisseurs étrangers des Etats-Unis) rapportent de moins en moins.



Depuis 1981, la dette des Etats-Unis augmente.



Les étrangers empilent de la dette américaine qui rapporte moins ; mais comme ils en ont plus, tout va bien.

Jusqu'au moment où la Fed touche le 0.

Si la dette rapporte 0, les créanciers peuvent en empiler un tas infini ( $\infty$  en mathématiques), ils ne touchent plus rien.

Ils échangent de la marchandise contre rien. La Fed est-elle en train de reverser la vapeur ? Allons-nous vers un cycle hausse des taux directeurs, hausse du rendement de la dette américaine et baisse de l'endettement américain ? NON.

Parce que ce n'est plus possible, que les choses sont allées trop loin : pour rembourser la dette, il faudrait un enrichissement considérable – une véritable croissance – désormais hors de portée.

Nous entrons bien dans une phase de déflation.

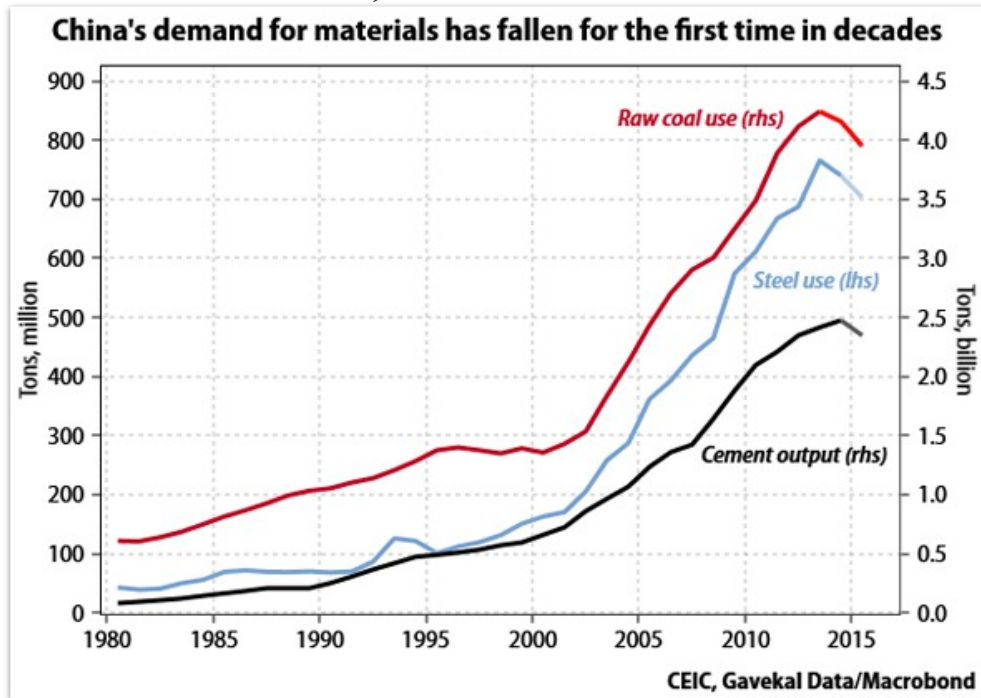
Souvenez-vous "crédit = monnaie".

Des mauvaises dettes sont en ce moment même, en cours de destruction. Il s'agit de crédits subprime accordés aux entreprises des secteurs de l'énergie et des

matières premières, les obligations à haut rendement (high yield ou junk bonds). Nous vous en avons tellement souvent parlé que ceci n'est pas une surprise pour vous.

Moins de crédit = moins de monnaie.

Le Fed limite le crédit (monnaie) alors que l'économie mondiale ralentit. Voici ce qui se voit dans l'usine du monde, la Chine.



Les prix vont baisser.

D'autres mauvais emprunteurs seront à leur tour contraints de faire défaut.

En première ligne, se trouvent les emprunteurs étrangers qui se sont endettés en dollars.

La prochaine grande étape sera la fuite en avant, le décollage des hélicoptères money, un QE non pas pour les banques, mais pour les consommateurs.

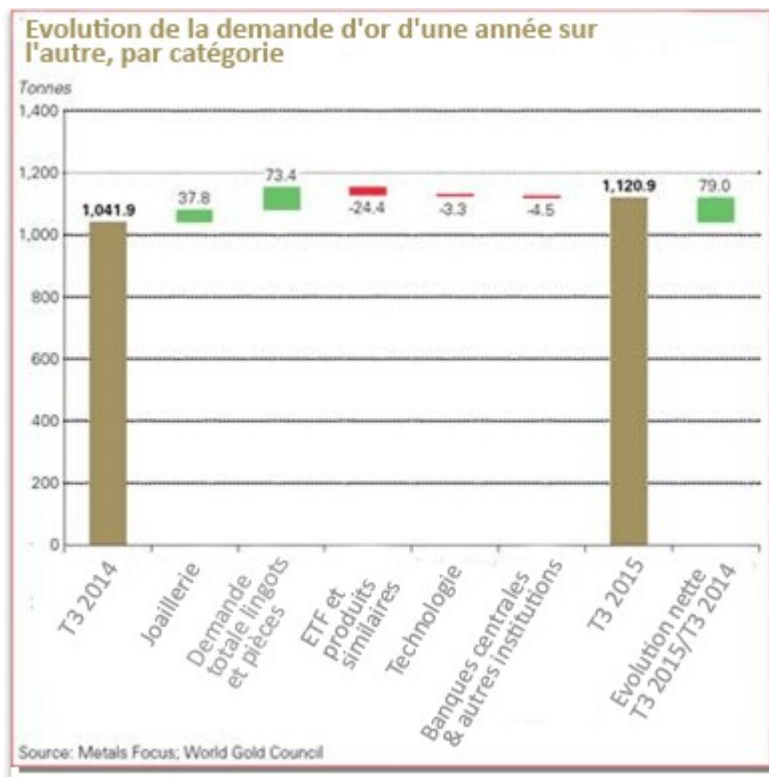
Ceci signera la mort du dollar et le début de l'inflation non contrôlée.

Ce sera la résurrection de l'or et de l'argent.

Plus d'infos sur : <http://quotidienne-agera.fr/fed-taux-or-chine/>  
Copyright © Publications Agora

# Les métaux précieux sont négligés... à tort !

Rédigé le 22 décembre 2015 par Eberhardt Unger | La Chronique Agora



▪ Depuis des semaines, voire des mois, les marchés financiers se concentrent sur la Fed et la décision d'une augmentation des taux d'intérêt. Les marchés des métaux précieux ont été délaissés et les cours sont, à nouveau, au plus bas de l'année. Mais les données fondamentales sur l'offre et la demande, les taux d'intérêt restant très faibles, le peu d'attractivité des alternatives d'investissement, l'instabilité des marchés financiers et les incertitudes géopolitiques prédisent une hausse des cours en 2016.

De manière très claire, la Banque des règlements internationaux (BRI) a spécifié dans son nouveau rapport trimestriel que nous avons "des taux d'intérêt incroyablement faibles" qui provoquent "l'instabilité des marchés financiers". La remontée du Fed Funds Rate à 0,25% n'a rien changé à ce point de vue.

La "normalisation de la structure des taux d'intérêt" recherchée n'est toujours pas en vue.

En raison de l'extrême dette publique des Etats-Unis, les taux ne pourront jamais atteindre un niveau "normal" sans provoquer un effondrement de la politique financière américaine. Le CBO estime que, d'ici à 2025, le déficit budgétaire augmentera de 7 200 milliards de dollars pour passer à 25 000 milliards. Avec un taux d'intérêt moyens présumé de 4% pour atteindre, à peu près, une "structure d'intérêt normale", les Etats-Unis devront faire face, chaque année, à des paiements d'intérêts de 1 000 milliards par an, ce qui sera une charge extrêmement lourde pour le budget public.

#### ▪ Une demande en hausse... surtout en Chine

Par rapport à l'année passée, la demande mondiale d'or a augmenté de 8%, soit 79 tonnes, pour atteindre actuellement 1 120 tonnes. Cette augmentation provient de l'industrie de la bijouterie (37,8 t) et de la demande de lingots et pièces (73,4 t). Par ailleurs, la production des mines d'or est légèrement inférieure au sommet du troisième trimestre 2014. Les principaux producteurs ont annoncé de nouvelles réductions de la production, car les prix sont trop bas pour couvrir les coûts. Les dépenses d'exploration et développement sont déjà en baisse et cela réduira encore la production sur les prochains trimestres.

En prévision de hausse des taux d'intérêt, les investisseurs institutionnels occidentaux, tels que les hedge funds et les sociétés de gestion par exemple, ont diminué leurs positions à long terme pour augmenter, en contrepartie, leurs positions à court terme. Les positions short des hedge funds n'ont encore jamais été aussi hautes.

L'or reste considéré par les banques centrales comme une monnaie de réserve à côté des autres monnaies fiduciaires. Le plus important acheteur est la Chine avec 19 tonnes en juillet, 16 tonnes en août, 15 tonnes en septembre, 14 tonnes en octobre et un montant estimé, pour novembre, de 21 tonnes. Ainsi, la PBOC continue à diversifier ses réserves en devises.

Ceci est particulièrement important par rapport à la décision du FMI d'inclure le renminbi dans le panier de monnaies de réserve du monde. La monnaie chinoise est déjà dans le panier des droits de tirage spéciaux.

Les banques centrales sont clairement conscientes de la capacité de l'or à stabiliser et à stocker la valeur. Selon les observations des traders, l'Inde pourrait remplacer la Chine comme principal acheteur d'or à la fin de l'année. La Russie a acheté déjà, depuis plusieurs années, environ 300 000 onces d'or par mois. En possédant

de l'or les banques centrales se protègent des menaces de turbulences sur les marchés de devises.

La Banque centrale chinoise (PBOC) a déjà annoncé que le yuan ne serait plus arrimé, à l'avenir, au dollar mais à un panier de 13 devises. Dans ce panier le dollar américain ne représentera que 26,4%, suivi de l'euro avec 21,4% et du yen avec 14,7%. La banque centrale ne veut pas que les marchés pensent que cette annonce prépare une nouvelle dévaluation du yuan contre le dollar. Le taux de change doit être maintenu stable "à un niveau raisonnable".

Le yuan est déjà en baisse contre le dollar depuis le début de 2014 et est maintenant à son plus bas niveau depuis mi-2011. Au cas où de dollar US serait fort contre ce panier de devises après la hausse des taux de la Fed, cela signifierait, dans le même temps, une nouvelle dévaluation du yuan contre le dollar. Mais une hausse du dollar serait contraire à l'évolution fondamentale de l'économie américaine. Clairement, la montée des déficits jumeaux américains s'y oppose. L'endettement élevé de 9 800 milliards de dollars (hors banques) en dehors des Etats-Unis pourrait, rapidement, conduire à une nouvelle crise.

#### ▪ **Conclusion**

L'actuelle faiblesse des prix des métaux précieux est une bonne occasion pour des acquisitions. Dans un monde qui se noie dans un océan de dettes publiques, notre système de monnaie fiduciaire ne tiendra pas la route encore très longtemps.

Les réformes budgétaires sont au point mort dans tous les pays parce qu'elles ne sont pas adoptées par les parlements. Le monde continue à croire à la toute-puissance des banques centrales qui essaient de stimuler l'économie avec des instruments monétaires toujours plus aventureux. Malgré les milliers de milliards sortis de la planche à billets, les nuages s'amoncellent à l'horizon économique mondial et les risques de nouvelles crises augmentent. La domination du dollar va diminuer. Les métaux précieux sont une alternative attractive.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/metaux-precieux/>

Copyright © Publications Agora

## **2016 : Le Mur de Berlin va-t-il tomber à nouveau ?**

Par **Charles Gave** 21 décembre, 2015

Une année se termine, et le monde entier se précipite vers la nouvelle année en oubliant aussi vite que possible celle qui vient de se terminer. Quand on atteint un



certain âge comme moi, on a presque envie de dire à cette occasion : « *Poussez pas la derrière !* » tant on sait ce qu'il y a devant, mais pour des raisons qui m'échappent de plus en plus, c'est en général le moment où il est de bon ton de présenter ses vœux de bonne et heureuse année pour l'année qui suit.

Bien sur, je participe de bon cœur à cette coutume et souhaite à tous les lecteurs de l'IDL une très bonne année 2016.

Et je peux vous assurer, chers lecteurs, que de savoir que vous êtes là, que vous communiquez les uns avec les autres, que votre nombre grandit sans cesse lentement et sûrement est ce qui nous permet de continuer semaine après semaine.

Je peux vous assurer aussi que l'IDL a des projets dans ses cartons et qu'il y aura d'autres développements en 2016.

Ce qui m'amène au deuxième point de cette chronique qui est qu'il est aussi d'usage pour les «économistes» de faire leurs prévisions pour l'année à venir, à la fin de chaque année.

Et, autant je trouve la première coutume charmante car après tout souhaiter tous les bonheurs du monde une fois par an aux gens que l'on aime ne peut faire du mal à personne, autant demander à des gens de prévoir l'avenir me paraît saugrenu.

Après tout, si quelqu'un pouvait prévoir l'avenir, le Socialisme aurait triomphé partout, et nous savons qu'il a échoué partout.

Ce qui n'empêche pas les économistes de sortir leurs boules de cristal, et de se mettre sur la tête les chapeaux pointus qu'ils ont emprunté à Nostradamus pour nous expliquer que le PIB allait monter de 1.65 % (*on est prié d'admirer la précision qui va jusqu'à la deuxième décimale, ce qui prouve au moins que les économistes ont le sens de l'humour !*) ou que la courbe du chômage allait s'inverser ou que sais je d'autre encore.

Comme le dit la vieille plaisanterie, les économistes ont été inventés pour que les astrologues aient l'air sérieux et voilà une vérité qui se prouve année après année. A la place de lire les prévisions pour l'année à venir, le lecteur devrait relire ce que les mêmes ont écrit au début de l'année sur l'année qui vient de s'écouler. Et rire un bon coup.

Mais après tout, puisque c'est l'usage, je ne vais pas me défilier et je vais faire mes prévisions pour 2016.

Et bien entendu, il est tout à fait certain que je vais me casser la figure puisqu'il n'y a strictement aucune raison logique pour que moi, je réussisse dans un exercice qui est logiquement impossible.

Et donc ces prévisions vont sans doute être un mélange de ce que je souhaite, de ce que je crois observer et de mon instinct.

Et je voudrais faire ici une petite remarque sur le rôle de l'instinct dans la survie quand les choses deviennent compliquées.

L'armée Américaine a fait toute une série d'études sur des officiers ou des soldats qui avaient une caractéristique curieuse. De temps en temps, alors que rien ne le justifiait, ils mettaient leurs troupes à l'abri, s'enfonçaient sous terre juste avant que l'enfer n'éclate et ne pouvaient absolument pas expliquer **après** pourquoi ils avaient pris ces mesures, Et c'était toujours les mêmes. Et donc, l'instinct en période de danger est vital (voir le film « *American Sniper* » pour une illustration tirée de la réalité).

Dans les marchés financiers, j'ai connu un peu la même chose avec un certain nombre de gérants. Le bien connu Georges Soros en est un exemple. Le pauvre se veut un intellectuel, ce qu'il n'est pas, alors que tous ces succès s'expliquent par un instinct prodigieux. Quand il commence à avoir mal au dos, il sort de ses positions...

Et bien j'ai une «poussée» d'instinct qui me dit que nous rentrons dans une période où les systèmes non démocratiques mis en place depuis la fin des années 90 vont peut-être implorer en 2016.

Je veux parler bien sûr de la prise de contrôle de la banque centrale US par une oligarchie financière et criminelle mais aussi de la création de cette monstruosité économique et technocratique qu'est l'Euro qui a eu comme seul résultat de mettre en esclavage des peuples souverains. La machine à enrichir les riches et à appauvrir les pauvres va enfin disparaître et les soi-disant élites à Washington ou à Bruxelles et leurs misérables séides dans nos media vont retourner à une obscurité dont ils n'auraient jamais du sortir.

Quelle preuve ais je de ce que j'avance ?

Aucune.

Mais disait Goethe « *les grands événements ont une ombre qui se porte vers l'avant.* »

Et je sens la colère des Peuples gronder.

- L'ordre Américain est en train de s'écrouler sous nos yeux au Moyen-Orient. La question est: au profit de qui ? Car qui contrôle le Moyen-Orient contrôle l'Europe.
- Aux USA, la candidature de Trump laisse sans voix et sans idées les

caciques du parti Républicain (je le sais, je viens de déjeuner à New-York avec certains d'entre eux qui sont complètement désarmés).

- Le Peuple Britannique va voter pour rester ou non dans une Europe dont plus personne ne veut.
- En France, le parti populiste progresse sans arrêt, tant il pose les bonnes questions, même si ses solutions ont tendance à être les mauvaises.
- En Espagne, la Catalogne veut son indépendance et les partis de gouvernement sont à la peine. Nous en saurons plus Lundi.
- En Italie, la chute qui a commencé en 2000 continue.
- Le Portugal vient de se donner un gouvernement hostile à la camarilla fascisante qui a pris le pouvoir en Europe. Le fascisme tel que défini par Mussolini c'était « *tout pour l'État, rien sans l'État, rien en dehors de l'État* » Remplaçons le mot État par le mot «Europe» et nous trouvons ce qui pourrait être la définition de messieurs Delors, Trichet ou Juncker «tout pour l'Europe, rien sans l'Europe, rien en dehors de l'Europe» que l'on peut traduire élégamment par «tout pour les fonctionnaires, rien sans les fonctionnaires, rien en dehors des fonctionnaires». Pour les fonctionnaires des pays qui ne sont pas encore en esclavage (mais que fait madame Taubira ?), l'Europe a été et reste donc un immense succès.

Pour l'instant, le système tient tant bien que mal grâce à des banques centrales qui, à mon grand désespoir ont volé au secours de l'ineptocratie mondialiste qui se croit autorisée à nous donner des ordres sans jamais prêter attention aux refus des peuples qui s'expriment à chaque élection. Mais tout a une fin. La situation peut durer tant que cette ineptocratie peut payer ses troupes, en empruntant bien sûr.

Car la croissance a disparu dans la zone Euro depuis 2000. Et donc il faut tirer le peu de croissance qu'il y a de l'extérieur. Or beaucoup de mes outils me font penser que l'économie Américaine est en train de rentrer en récession, ce qui serait un coup absolument mortel pour nos dirigeants et banquiers centraux incapables. Une récession aux USA en 2016 n'est prévue par personne, littéralement personne. Et si une récession arrive, alors le monde entier verra que le Roi est nu.

Et donc, ma prévision pour 2016 est que le mur de Berlin de l'ineptocratie Keynésienne va s'écrouler comme s'est écroulé celui de l'ineptocratie communiste en 1989 et pour la même raison : l'incapacité fondamentale des fonctionnaires à créer de la croissance.

L'année 2016 devrait donc être celle de la Libération des Peuples, ce qui ne va pas se faire sans un grand tumulte et de grands désordres. Et la question essentielle est : la chute du mur de Berlin a t'elle été une mauvaise nouvelle ? Bien sur que

non. En fait il vaut mieux TOUJOURS « *la fin de l'horreur qu'une horreur sans fin* » et ceux qui s'intéressent encore au PIB sont complètement à côté de la plaque. Nous allons sortir d'un monde abominable pour aller vers un monde plus libre. En tout cas, c'est ce que je nous souhaite pour 2016. Mais bien sûr tout le monde savait en 1988 que le communisme ne pouvait pas s'effondrer.

Et donc rien de tout cela ne va se produire.

## **2006-2016 : Le temps s'est tristement enfui.**

*Posté le 21 décembre 2015 par Bruno colmant*

Dans quelques jours, en 2016, la crise aura dix ans, car c'est en 2006 que l'immobilier américain s'est effondré.

C'était en août.

J'étais à Chicago lorsque le terme "subprime" attira mon attention.

Lorsqu'en 2007, débutant comme Président de la Bourse de Bruxelles, j'avais rencontré le président de la Bourse de New-York, à laquelle Euronext avait été vendu, je me souviens du visage de John Thain, lorsque je l'interrogeais sur les subprimes.

Cet homme, un des plus habiles financiers des Etats-Unis, me dit, le regard trouble, résigné et grave, après quelques secondes de silence qui me furent une éternité, que c'était "very serious".

Il savait.

Ce sont des instants que je n'oublierai jamais.

Enfin, quand on dit la crise, on devrait dire une crise.

Chaque génération a la sienne, posant d'éphémères jalons qui seront effacés dans l'inanité du temps qui passe.

Chaque crise est rendue passagère et dérisoire par la suivante.

Les roues tournent.

Chaque crise s'effrite dans l'immense tombereau de la dilution des symboles que sont la monnaie et la dette, enfin toutes ces expressions trop humaines qui tentent de domestiquer l'avenir que la bourse permet de négocier aujourd'hui.

Rien ne dure, rien n'existe, existait Mauriac. Il avait raison. Montherlant aussi, lorsqu'il écrivait que tout serait bouleversé par les mains hasardeuses du temps.

Mes étudiants de 2015, qui sont les acteurs de demain, n'ont déjà plus qu'un

souvenir distraît de cette crise de 2006-8. Ils étaient adolescents.

Le temps s'enfuit.

Seul importe le choix d'une communauté de vivre dans la paix, le partage, la solidarité, c'est-à-dire ces réalités qui lient les hommes.

## Une vague histoire de fourmi et de cigale

Posté le 19 décembre 2015 par Bruno colmant

En 1668, Jean de la Fontaine raconta une vague histoire de cigale et de fourmi qu'on peut résumer ainsi : à quelques jours de la bise de l'hiver, une cigale dépourvue, ayant chanté tout l'été, pria une fourmi, peu prêteuse, de lui octroyer quelques grains qu'elle paierait, foi d'animal, intérêt et principal. E conduite par la fourmi, elle dû se résoudre à épargner.

En 2015, l'histoire se raconterait comme suit : la cigale, accablée par un syndrome déflationniste, avait arrêté de chanter pour épargner tous les morceaux de mouche et de vermisseau. Elle avait déposé ses grains chez la fourmi, qu'on sait peu prêteuse mais bien emprunteuse. Quand la bise fut venue et que la cigale pria cette fourmi emprunteuse de lui rendre ses grains, intérêt et principal, elle fut dépourvue de réaliser que le taux d'intérêt négatif avait réduit son principal.

*La Fourmi n'est pas généreuse*

*C'est là son moindre défaut*

*Que faisiez-vous au temps chaud ?*

*Dit la fourmi emprunteuse à la cigale prêteuse.*

*Nuit et jour à tout venant*

*J'épargnais, ne vous déplaie.*

*Vous épargniez ? j'en suis fort aise :*

*Et bien ! Consommez maintenant.*

Enfin, c'est toujours la fourmi qui gagne, non ?

## Politique monétaire : la divergence s'installe

Posté le 18 décembre 2015 par Bruno colmant

Depuis quelques années, la théorie monétaire classique ne s'applique plus. En effet, le stock de monnaie injecté dans l'économie s'est significativement accru

pour compenser la viscosité des circuits bancaires, mais l'inflation reste basse. La demande reste, quant à elle anémique malgré une augmentation des déficits et des dettes publiques.

Que se passe-t-il dans l'économie ?

Il semblerait que le courant froid déflationniste soit lié à plusieurs causes, dont il est complexe de mesurer l'importance relative. Il y a incontestablement le ressac du choc de 2008, au terme duquel l'épargne publique a été fragilisée. Cet événement inattendu a creusé un piège de la liquidité, c'est-à-dire une tétanie économique qui rend la politique monétaire partiellement inopérante. Il y a aussi les plans de rigueur et d'austérité, qui ont été mis en œuvre à contretemps. Il y a également le vieillissement de la population qui éreinte la croissance. Enfin, la digitalisation de l'économie diminue inexorablement la quantité de travail disponible en escamotant des gains de productivité qui, dans le passé, auraient été mis en œuvre par des humains et qui le sont désormais par des machines. C'est incidemment cela, le véritable risque de déflation structurelle, accompagné de son corollaire de fissuration de l'équilibre social, à savoir qu'un gain de productivité du travail, associé à sa contribution sous forme d'impôts, soit capturé par des entreprises étrangères, au contenu capitalistique important, qui soient dissociées du tropisme de nos économies.

Face à cette déflation dans l'économie réelle, les banques centrales – et, au premier chef, la Banque centrale européenne (BCE) – tentent de réinsuffler de l'inflation au travers de plans d'assouplissements quantitatifs, c'est-à-dire d'une création monétaire essentiellement gagée par des obligations d'Etat. Ceci constitue une modification complète de la géométrie financière. En effet, en temps normaux, les banques centrales jouent un rôle accessoire, se bornant à fournir une indication en matière de taux d'intérêt à court terme et à refinancer des institutions bancaires, raison pour laquelle elles sont qualifiées de prêteur en dernier ressort. Aujourd'hui, les banques centrales procèdent donc à une « monétisation » de la crise des dettes publiques, c'est-à-dire à la résolution de l'excès d'endettement public par la création monétaire. Au reste, tout repose désormais sur elles. L'autorégulation financière et le flux monétaire sont désormais subordonnés à des institutions publiques qui doivent subsister leurs actions à une faiblesse de la demande. Nous ne sommes plus en économie de marché.

Ceci étant, l'action des banques centrales, et surtout celle de la BCE, transporte un danger, à savoir celui de l'accommodement avec une pensée dominante qui conduirait à se convaincre qu'elles rencontreront toujours les anticipations de marché. On appelle cela un biais cognitif, ou plus communément la pensée

magique, c'est-à-dire une forme de pensée qui s'attribue la puissance de provoquer l'accomplissement de désirs. Il y a exactement 50 ans, en octobre 1966, De Gaulle avait dit que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille (c'est-à-dire à la bourse). Mario Draghi a donné le même avertissement par des mesures d'assouplissement monétaire qui ont déçu les marchés. Mais le président de la BCE n'a pas à agrémenter les marchés, mais à s'assurer que les agrégats économiques se normalisent pour atteindre un taux d'inflation proche de l'objectif stabilisé de 2 %. Je crois que les marchés financiers créent leur propre dynamique d'anticipations dont ils attendent la concrétisation par les banques centrales. L'anticipation et l'intuition, sont, bien sûr, à la base de la science économique, mais il faut être extrêmement prudent. En effet, les anticipations des marchés financiers ne peuvent pas constituer un facteur explicatif d'une politique monétaire dont l'aboutissement réside essentiellement dans la traction de la demande de l'économie réelle au travers d'une politique accommodante. Au reste, une politique monétaire ne peut pas exclusivement régler un problème de demande : la politique budgétaire doit aussi stimuler l'économie par un assouplissement fiscal et une flexibilisation de marché de l'emploi, ce qui avait incidemment fait dire à Benoît Coeuré, un des membres du Directoire de la BCE, que "*Si toute la politique de croissance en zone euro repose sur les épaules de la BCE, cela va mal se terminer !*".

Dans ce cadre, je livre deux réflexions.

Il est désormais acquis que la banque centrale américaine, la Federal Reserve, va modiquement augmenter son taux directeur au cours de l'année 2016. Pourtant, une analyse paisible des agrégats économiques américains ne le justifie que faiblement: les Etats-Unis ne subissent aucune inflation ni de pression à la hausse en matière salariale, la croissance est modérée et surtout, les autorités américaines veulent maintenir un dollar structurellement faible (même si leur économie fermée autorise temporairement un dollar fort), ce qui avait d'ailleurs conduit au sabotage, par leurs soins, des accords de Bretton Woods en 1971. Le but d'une augmentation éventuelle hausse de taux d'intérêt est d'une nature purement informationnelle : il s'agit de donner un signe d'anticipation de la bonne santé de l'économie américaine, au même titre qu'un dividende signale la capacité d'une entreprise à poursuivre sa distribution au cours des années suivantes. La hausse des taux américains rappelle que les Etats-Unis ont gagné la crise mais il ne faut donc pas miser sur un dollar fort trop longtemps.

La seconde réflexion concerne l'euro. La BCE a récemment étendu son programme d'assouplissement quantitatif jusqu'en mars 2017 mais il faut rester prudent quant à sa perpétuation au-delà de ce printemps 2017, d'autant qu'une

dissociation persistante avec la politique de la Federal Reserve semble improbable. Il y a incontestablement des éléments qui plaident pour sa prolongation, tels la déflation technologique, le caractère anémique de l'inflation, les risques inhérents à la Grèce, etc. Néanmoins, il y a de manifestes et nombreuses dissensions au sein du directoire de la BCE et l'Allemagne est très réticente à abandonner la symbolique d'une monnaie forte et désinflatée. Au reste, bien qu'elle en ait largement bénéficié, l'Allemagne n'a jamais aimé l'euro, qui lui fut imposé comme dernier dommage de guerre pour recouvrer sa souveraineté territoriale. Il ne faut donc pas tabler sur un euro faible trop longtemps.

La désynchronisation des politiques monétaires américaine et européenne sera donc le sujet de l'année 2016. Depuis près de huit ans, les banques centrales influencent lourdement les marchés au travers de moyens conventionnels... ou moins traditionnels : réescompte de dettes publiques et privées, baisses en rafale de taux d'intérêt, imposition de taux d'intérêt négatifs sur les dépôts qui leur sont confiés. Or ce n'est pas leur fonction originelle. Ces institutions ont dû injecter des liquidités afin d'éviter l'erreur fatale des années trente, au cours desquelles on a erronément cru qu'une contraction de la politique monétaire disciplinerait les circuits bancaires et boursiers. Mais la prudence étant la mère des vertus, il ne faut pas exclure une confrontation à la réalité, spécifique à la zone euro : chaque jour qui s'égrène nous rapproche de la fin inéluctable de l'assouplissement quantitatif, qui pourrait survenir avant la constatation d'une croissance et d'une inflation suffisante.

Mais c'est bien sûr le caractère périlleux de cette aboutissement : si les autorités monétaires européennes mettaient fin prématurément à cette création monétaire, il en résulterait un choc déflationniste lié à une augmentation immédiate des taux d'intérêt, que nos Etats endettés ne peuvent incidemment pas se permettre. Mais si un assouplissement quantitatif permanent s'installait, il en résulterait une hausse d'inflation, qui, elle aussi, entraînerait une augmentation des taux d'intérêt, certes absorbable par les Etats qui pourront continuer à utiliser les services de réescompte des banques centrales au rythme de l'émission de leurs propres emprunts. Le scénario idéal serait que les taux d'intérêt européens restent bas malgré une poussée d'inflation et que l'assouplissement quantitatif se prolonge de manière décroissante en fonction de la reprise de la croissance. C'est sans doute le chemin emprunté par les Etats-Unis. Il reste à espérer que l'Europe puisse le suivre avec quelques années de retard.



# La crise

par [Fabien Sabinet \(son site\)](#) **lundi 21 décembre 2015** [Agoravox](#)

Une part importante des gens se contenterait d'un "minimum" d'argent pour vivre. Un minimum ne veut pas dire qu'ils se contenteraient de "peu" car il s'agit d'une "somme" non négligeable : une maison ou un appartement correct, dans un quartier plaisant, les moyens pour des loisirs, des vacances, une certaine qualité alimentaire et une petite touche de "luxe" sous forme de voiture, bijoux ou vêtements par exemple.

Si tout le monde se contentait de ce "minimum" ça fonctionnerait probablement, c'est à dire que la totalité de l'argent en circulation, la masse monétaire donc, serait suffisante pour tout le monde. D'autant plus qu'elle serait presque entièrement "utilisée", comme "moyen d'échange", donc "échangée" contre des vacances, loisirs, denrées alimentaires, voitures, bijoux, vêtements, etc...

Le problème c'est qu'il y a une partie des gens qui ne fonctionnent pas comme ça, eux ils veulent avoir **le plus possible d'argent**, quelle que soit leur fortune, même immense, il ne seront jamais satisfait, et il n'y a aucun maximum... Ils gardent l'argent en tant que "chose de valeur", non plus comme moyen d'échange, ils l'accablent, au moins en partie.

Et ça devient un problème, une crise donc, quand la somme de l'argent **immobilisé** comme "fortune" par certains devient trop grande et qu'il n'y a tout simplement plus assez d'argent en circulation pour que le système fonctionne. La masse monétaire n'est plus suffisante pour que les autres aient TOUS le fameux "minimum" et certains vont devoir se passer d'une partie de leurs dépenses, en commençant le plus souvent par ce qui n'est pas essentiel pour aller dans les cas les plus grave jusqu'au logement ou l'alimentaire...

Voilà c'est la véritable origine de la crise, ce sont des erreurs toutes très dangereuses ["d'accuser les étrangers"](#), ["les jeunes qui ne se bougent pas assez pour s'en sortir"](#), ou un ["affaiblissement progressif de l'État-nation français"](#) par exemple :(

Le gros problème c'est que la situation ne peut qu'empirer car il n'y a **AUCUN système de redistribution**... En effet on ne prend pas l'argent "de force" à qui que ce soit dans notre système, c'est un des fondement, et quiconque possède de l'argent à "le droit" de le garder, rien ne l'oblige à l'utiliser, à "acheter", sous le matelas même si ça nous chante, ça fait partie du "jeu", ce n'est pas interdit, même si à la base l'argent est fait pour circuler, pour échanger des "*choses de valeurs*", et pas pour être **gardé** en tant que "*chose de valeur*".

**Aucun système de redistribution** donc ? Ce n'est pas tout à fait exact, en fait il y en a un.. c'est une solution bien connue à ce problème : créer de l'argent, la fameuse **planche à billets** ([remise au gout du jour](#)). Ca permet de "redistribuer" un peu d'argent neuf là où il n'y en a presque plus. Ce nouvel argent est dépensé par l'état pour ses "frais de fonctionnements", donc il "arrose" toute la population, directement ou indirectement. En plus l'état ne s'endette pas pour le produire, bref, comme l'état c'est tout le monde, c'est équitable et très sain.

Le hic c'est que ceux qui ont accumulés l'argent n'aiment pas ça du tout, car pour eux c'est un "appauvrissement", et en substance c'est vrai, après une émission monétaire ils possèdent une "part" moins importante du "gâteau". Alors eux ils veulent **zéro** "nouveau billet" !! c'est tout ! ils le disent, haut et fort, et comme ils possèdent les médias on les entend bien. Ils disent que la planche à billets utilisée "massivement", "sans compter", provoque des catastrophes, comme dans les républiques "bananières", et c'est vrai, il faut bien le reconnaître, et puis toute chose faite avec excès est mauvaise de toute façon, mais ils se gardent bien de dire que si c'est fait de manière "raisonnable" c'est bénéfique, salubre même !!

Ils rallient des économistes à cette cause extrémiste et tout le monde finit par y croire.. même les pauvres !! c'est le comble :( ... Mais ils possèdent les médias alors ils ont une influence importante... Le pire c'est qu'ayant également une influence importante sur le pouvoir ils ont réussi à limiter **légalement** cette pratique de la "planche à billets" en 1973, c'est la loi dite Pompidou-Giscard-Rotschild (ça en dit long comme titre..) En 1993 ce fut complètement interdit au niveau national.. et puis carrément interdit à l'international avec l'article 104 du traité de Maastricht repris par l'article 123 du traité de Lisbonne... Riches de tout les pays unissez-vous ! :|

Cerise sur le gâteau : non seulement les états ne produisent plus d'argent pour leurs dépenses ce qui "ré-équilibrait" les "écarts de fortunes" mais en plus ils doivent emprunter à la place !!.. et à qui les états empruntent-ils ? mais à ceux qui ont tout cet argent qui ne leur sert pratiquement plus à rien !! ce qui leur fait gagner des intérêts (gigantesques) et accélère leur enrichissement... Tout est fait pour que l'argent soit "fructifié" comme on dit, l'enrichissement de ceux qui ont de l'argent est inévitable, c'est une machine infernale, la "crise" empire donc de plus en plus.

On se demande presque comment ils ont réussi à faire gober ce "système" à tout le monde :o c'est presque incroyable...

A force le système présente de graves carences, il y a de moins en moins d'argent pour le faire fonctionner, pour "échanger". La production n'est plus achetée, donc elle régresse, il y a des fermetures d'entreprises, des licenciements, une hausse du

chômage, les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches, il n'y a pas d'autre évolution possible... Jusqu'au moment où les conditions de vie d'un nombre trop important de gens deviennent insupportables et que l'ordre public soit menacé...

A ce moment si le peuple prend les choses en mains c'est la révolution... Si c'est ceux qui possèdent l'argent, les médias et influence le pouvoir qui prennent les devants, comme c'est le plus souvent le cas, alors c'est la guerre :(

## **La grande dévalorisation**

Agoravox , par [bicychavez](#) vendredi 18 décembre 2015

Depuis que le capitalisme existe, il s'est toujours accompagné d'un processus de rationalisation. Le désir de diminuer le temps de fabrication de marchandise a toujours caractérisé ce mode de production. Dans le passé, lors des poussées technologiques à l'origine desquelles on trouvait des artisans adroits, les produits innovants étaient le facteur déterminant. Mais malgré les efforts de rationalisation, le travail dans la production représentait toujours la force productive principale. L'exemple le plus frappant a été le fordisme après la seconde guerre mondiale. Lorsque la marchandise voiture accéda au rang de production de masse, il a fallu accueillir des forces productives en grande quantité formant la base du plus grand boom du capitalisme de l'histoire.

Mais la troisième révolution industrielle marque un tournant dans l'histoire du capitalisme. L'introduction de la microélectronique mit fin à ce processus d'expansion vieux de 250 ans. Elle commença à rendre obsolète la force productrice (ouvriers) dont son exploitation est à la base du succès du capitalisme. La microélectronique représentant la technologie de rationalisation par excellence, car le travail supplémentaire qui est dépensé pour la production d'ordinateur ne compense pas le travail qui a été abandonné suite à la rationalisation de la microélectronique.

La montée en puissance de la science comme force productrice principale détruit alors les bases de la valorisation du capital. L'application de la science remplace alors le travail. Mais si ceci est vrai pourquoi le capitalisme survit-il à cette évolution ?

Le capitalisme a contourné ce problème dans la mesure où il a muté en un système reposant sur les valeurs anticipées. Depuis trente ans c'est l'industrie financière qui est le moteur de l'accumulation capitaliste. L'économie réelle s'est bien accrue ces

trente dernières années mais uniquement sous perfusion de capital fictif et pas de manière auto entretenue. Du fait de la 3ème révolution, le capitalisme s'est retrouvé empêtré dans des crises qui ne pouvaient plus être dépassées par les moyens keynésiens qui avaient pourtant fait leurs preuves à l'époque du fordisme. Tous les pays au cœur du capitalisme souffraient du problème combiné de la stagflation (inflation forte + croissance faible). La crise semble contenue uniquement dans la mesure où les marchés financiers ont gonflé de manière outrancière : Dans les années 1970 les produits dérivés étaient complètement inconnus, leurs montants représentaient 0,001 % du PIB mondial alors qu'en 2011 ils sont montés à 1600 %. La somme des capitalisations boursières de toutes les entreprises réunies au niveau mondial représentait en 1990 42 % du PIB mondial pour s'élever à 100 % en 1999. Après le krach de la nouvelle économie en 2000, ce sont essentiellement les dettes privées et celles des entreprises qui ont joué un rôle central pour maintenir à flot la dynamique de création du capital fictif. Pour donner l'ampleur de l'impasse dans laquelle nous sommes, un seul chiffre : début 2008 la dette publique et privée cumulées représentait aux états-unis 550 000 dollars par habitant alors que le PIB par habitant ne représentait que 46 000 dollars. C'est à dire qu'il existe un rapport douze entre la richesse réelle et celle anticipée. Mais ce capitalisme 2.0 possède une autre faiblesse qui n'arrange vraiment pas les choses : Certes le capital peut s'accumuler sans passer par une valorisation antérieure mais il devient dépendant des promesses des secteurs de l'économie sur lesquels on a fondé un espoir de croissance. Quand les porteurs d'espoir n'accomplissent pas les attentes placées en eux alors le revers est inéluctable. Le remède à la crise rentre lui aussi en crise....

## [Les dominos européens](#)

**Marc Fiorentino Morning Zapping 22/12/2015**

L'Europe bascule à nouveau. Et le fossé est à nouveau en train de se creuser entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Après la Grèce, après le Portugal, c'est au tour de l'Espagne de sanctionner le gouvernement sortant. L'Allemagne et l'Europe sont à nouveau pointées du doigt: elles seraient responsables de tous les maux de ces pays et de la colère de leurs électeurs.

### LE BASCULEMENT

Et de trois. Après la Grèce qui a donné le pouvoir à Syriza, après le Portugal qui a basculé vers une coalition de gauche, c'est au tour de l'Espagne de sanctionner un gouvernement sortant sans même donner la majorité à une coalition stable. Si on ajoute à ça le basculement de la Pologne, un autre bon

élève Européen, vers le populisme, on a un effet de dominos qui a toutes les raisons d'inquiéter. D'inquiéter les marchés, mais d'inquiéter aussi l'Allemagne qui se retrouve de plus en plus isolée.

### L'ALLEMAGNE, BOUC ÉMISSAIRE

L'Allemagne est pointée du doigt après cette série de revers électoraux : le leader de Podemos s'est précipité de déclarer que l'Espagne ne serait plus le vassal de l'Allemagne. Matteo Renzi lui-même donne ce matin une interview au Financial Times dans laquelle il juge que c'est l'austérité imposée par l'Allemagne qui provoque ce mini-séisme. Il est très inquiet. Et considère qu'il a maintenant le droit de critiquer et l'Allemagne et l'Union Européenne, car il a fait le job qu'on lui avait demandé. Il a réformé, il a coupé certaines dépenses publiques. Pour lui l'heure est venue de privilégier l'Europe de la relance à celle de l'austérité si on ne veut pas voir tous les pays basculer vers le populisme ou devenir ingouvernables.

### SI L'EUROPE ET L'ALLEMAGNE N'ÉTAIENT PAS LÀ

Cette critique est-elle justifiée ? L'Allemagne et l'Europe sont les boucs émissaires. Sans l'Allemagne et sans l'Europe, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, et le Portugal, seraient en faillite. Ils n'auraient pas pu surmonter leurs crises de la dette. La baisse des taux grâce à la BCE mais aussi grâce à la garantie de l'Allemagne permet à tous ces pays, et à la France aussi d'économiser des dizaines de milliards d'euros. C'est tout le paradoxe de la situation. Les pays d'Europe du Sud, et la France aussi, veulent tous les avantages de l'Europe et de l'euro sans les inconvénients d'une gestion rigoureuse. L'Europe est à nouveau coupée en deux. Et on va à nouveau parler d'une Europe à deux vitesses.

### LA BONNE NOUVELLE DU JOUR

L'emploi et le chômage sont, enfin, au centre des discussions. Il aura fallu attendre le coup de semonce des régionales et les 6 millions de chômeurs pour que les politiques se réveillent. On n'en est pas à l'action encore, loin de là, mais le sujet est posé. On évoque, enfin, un état d'urgence et une union nationale. Rien ne se passera, ou quelques mini-mesures, car nous sommes déjà en période électorale mais on en parle quand même. C'est une première étape.

### LE CHIFFRE DU JOUR

17 milliards d'euros. C'est le montant de la fraude annuelle à la TVA. Des grandes arnaques organisées aux services payés "de la main à la main", le phénomène prend une ampleur sans précédent et Bercy ne parvient pas à

l'endiguer.

#### LE REcul DU JOUR

Afficher sa fermeté mais surtout ne rien faire. C'est devenu le principe de base depuis quelques années. Le gouvernement vient de renoncer à l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou pour acte de terrorisme. Et les écologistes s'attaquent maintenant à l'état d'urgence. C'est décourageant et inquiétant pour l'avenir.

#### LE CAUCHEMAR DU JOUR

Mireille Mathieu sort un album de chansons de Noël dans lequel elle reprend, entre autres, son duo avec Tino Rossi.

#### LA CHUTE DU BRÉSIL

Le Brésil n'en finit pas de s'enfoncer dans la crise. Hier le ministre des Finances a donné sa démission et a été remplacé par Nelson Barbosa "anti-austérité". Le real s'est écroulé avec un dollar au-dessus des 4 reals. De pire en pire.

#### UNE QUESTION DE JOURS?

Le deal Bouygues Orange avancerait. Les négociations battent leur plein selon les Échos et une annonce pour le début de l'année est possible. Le gouvernement actionnaire d'Orange à 23% serait très favorable et rêve d'un Airbus des télécoms, une consolidation européenne. Je n'ai toujours pas compris comment ils vont faire pour satisfaire l'Autorité de la concurrence avec une part de marché de 50% dans le fixe et le mobile mais je pense qu'ils y ont réfléchi. Big deal.

#### ROULEZ PENDANT LES VACANCES DE NOËL

Le pétrole est au plus bas depuis 2004. Le gazole est à un euro. Tant pis pour la pollution.

#### LES SALAIRES DU JOUR

Harrison Ford a touché 22.8 millions de dollars pour son rôle dans Star Wars 7 avec en plus un intéressement aux recettes qui pourrait lui rapporter 10 millions de dollars de plus. Pour mémoire il avait touché 10,000 dollars en 1977 (60,000 euros actuels...). La princesse Leia n'a touché "que" 1.3 millions de dollars. Et les deux jeunes héros du film 400,000 dollars. L'autre gros gagnant, avec Han Solo, du film c'est JJ Abrams avec un cachet de 4.5 millions de dollars et un

intéressement qui devrait atteindre 36 millions. La Force de l'argent est avec eux.

VOILÀ C'EST TOUT  
BONNE JOURNÉE  
MAY THE FORCE BE WITH YOU

## Toshiba dégradé en catégorie spéculative par Moody's après les restructurations

BusinessBourse et Romandie Le 22 Déc 2015



**L'agence de notation financière Moody's a abaissé mardi de deux crans, à "Ba2", la note du conglomérat industriel japonais Toshiba, désormais en catégorie spéculative, au lendemain de l'annonce de restructurations qui vont se solder par une perte nette annuelle record.**

Cette décision "a été déclenchée par la présentation par Toshiba de son plan de réformes structurelles et de ses prévisions financières pour l'exercice qui s'achèvera le 31 mars 2016", a expliqué Masako Kuwahara, un vice-président de Moody's, dans un communiqué. "Les résultats et les flux de trésorerie vont s'avérer bien inférieurs à nos estimations antérieures".

L'agence, qui a placé la note sous surveillance en vue d'une éventuelle nouvelle dégradation, juge en outre les retombées de ces restructurations "incertaines" sur la performance opérationnelle du groupe.

Toshiba a annoncé lundi après-midi des mesures de restructuration qui touchent essentiellement ses activités de produits grand public (PC, TV, électroménager), après avoir masqué durant des années la mauvaise santé de ces divisions soumises à rude concurrence par le biais d'artifices comptables.

Ce plan, assorti de plus de 10.000 suppressions de postes au total, devrait résulter en une perte nette de 550 milliards de yens cette année comptable, selon les prévisions du groupe.

Toshiba a indiqué vouloir se recentrer autour de deux piliers principaux: les équipements pour la production d'électricité et l'énergie et le stockage de données.

Dans ce dernier domaine cependant, Moody's redoute "une détérioration significative" de la rentabilité, en raison "des investissements à grande échelle" requis pour monter en gamme et rester dans la course.

La firme japonaise est, avec son partenaire américain Sandisk, un des plus importants fabricants mondiaux de mémoires Flash NAND aux côtés du sud-coréen Samsung.

Ces puces de stockage de données sont celles qui constituent les cartes-mémoires des téléphones mobiles, appareils photos et autres produits nomades. On les trouve aussi dans les ordinateurs, les clefs USB ou les disques durs de nouvelles génération.

L'action Toshiba a plongé de 12,28% mardi à la Bourse de Tokyo, après avoir déjà perdu 9,80% lundi, tombant au plus bas depuis près de sept ans. Elle a perdu 56% depuis les premières révélations en avril de malversations financières.

Entre 2008 et 2014, trois PDG de Toshiba et plusieurs de leurs collaborateurs se sont rendus coupables de falsifications qui ont abouti à surévaluer le bénéfice net des exercices concernés de 155,2 milliards de yens (1,1 milliard d'euros).

Source: [romandie](#)

## **La Surpopulation, absente des résultats de la COP21**

**Biosphere 22 décembre 2015**

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour Alain Destexhe, le thème de la surpopulation mondiale est la question centrale des années à venir. Pourtant, elle n'est pas posée lors du sommet international sur le climat à Paris. En résumé :

*« Nous sommes déjà trop nombreux sur terre. Ce facteur majeur du réchauffement climatique ne sera pourtant pas abordé lors de la COP21... Au niveau mondial, sur une courte période historique de 250 ans, nous aurons assisté à une multiplication par dix de la population. Malgré ces chiffres alarmants, aucune politique de limitation des naissances ne figure à l'agenda de la COP21. Il s'agit d'un sujet trop sensible pour les gouvernements...pour la Banque mondiale ou l'ONU, l'augmentation de la population ne peut être qu'un «potentiel de croissance», une «opportunité à saisir» et même un «dividende démographique»! Le scénario d'une terre peuplée d'un peu moins de dix milliards d'habitants en 2050 ressemble pourtant davantage à celui d'une catastrophe annoncée...*

*Dans le débat climatique, il est régulièrement rappelé que l'augmentation*



*historique du CO2 dans l'air provient en premier lieu des pays industrialisés... Par ailleurs, dans la mesure où il est souhaitable et inévitable qu'un toujours plus grand nombre de personnes participe à la société de consommation, ce sont les pays les plus peuplés de la planète qui pourraient rapidement avoir une dette climatique à l'égard de ceux qui le sont moins....*

*Un problème qui n'est pas abordé ne peut pas avoir de solution. La limitation des naissances devrait pourtant être une priorité absolue pour les pays d'Afrique et d'Asie du sud. Non seulement pour prévenir le réchauffement climatique dont ils seront les premières victimes, mais également pour assurer le bien-être de leurs populations. Etant donné l'importance de la question, les pays industrialisés pourraient en faire une condition dans l'octroi de l'aide au développement. Mais ce point ne figure dans aucun des 169 «objectifs de développement durable», adoptés récemment par l'ONU et qui serviront de boussole aux politiques de développement internationales au cours des 15 prochaines années... »*

**Malthus n'a qu'un seul tort, avoir eu raison trop tôt.**

## **Noël : la Terre est un don, un don n'est pas à vendre**

**Biosphere 21 décembre 2015**

*De la part d'un correspondant : « Noël est un don, la Terre est un don. Dieu nous la confie, afin que nous la cultivions, en prenions soin et qu'elle permette à tous les hommes d'y vivre de manière digne. Un don n'est pas à vendre ! Quel est notre rapport au don et notre rapport à la Terre qui nous est confiée ? N'avons-nous pas perdu le sens et la valeur d'un certain nombre de biens, à commencer par les produits de la Terre ? Donnons-nous du prix à ce qui est gratuit ?*

*On assiste à une marchandisation de ce qui est offert, c'est la loi du toujours plus. Certains revendent leurs cadeaux, sur Internet ou ailleurs. Et il en va de même pour la Création : des terres agricoles sont accaparées, des brevets sur les plantes sont déposés... Des millions d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable ou vivent dans un environnement pollué. Les dons de la Terre sont dilapidés, gaspillés, abîmés. Comme l'amour, l'amitié, le vivre ensemble, le respect de l'autre, les dons de la Terre sont des dons de Dieu dont nous avons à prendre soin et que nous sommes appelés à partager. »*

Sur ce blog, notre seule divinité est constituée par les merveilles de la nature. Mais si spiritualité chrétienne et sensibilité écologique font cause commune, pourquoi pas ?